

## Les outils numériques favorisent-ils plus de démocratie ?



**Pendant ces vingt dernières années l'internet et les outils numériques ont profondément bouleversé la société dans son ensemble : transformation de la vie quotidienne des individus, de l'espace politique, des règles du jeu démocratique et des rapports de forces économiques et sociales. L'explosion de masses d'informations via les réseaux sociaux comme Twitter, Facebook, Instagram, plateforme de pétitions, etc., joue un rôle moteur dans ce changement de paradigme. Dès lors se pose une question fondamentale : quelles en sont les conséquences sur la vie de nos démocraties ?**

Pour répondre à cette interrogation, les travaux<sup>1</sup> de Thierry Vedel chercheur au CNRS, apportent un premier éclairage sur l'existence de deux visions : la première souligne que l'internet a changé les formes de la vie politique sans modifier les logiques et relations entre les peuples et le pouvoir en place et la deuxième vision stipule que l'internet a révolutionné la politique en favorisant une démocratie plus participative et directe dans laquelle les citoyens internautes (en particulier les jeunes) détiennent le pouvoir. Autrement dit cette nouvelle vision renforce le rôle du citoyen dans la surveillance des actions de leur gouvernement grâce aux outils technologiques numériques : on parle ainsi de cyberdémocratie<sup>2</sup>. Ce qui pose une autre problématique à savoir l'appropriation des outils numériques.

**La place de l'internet dans la vie démocratique : démocratie incluse ?**

---

1 Vedel, Thierry. « Chapitre 5 - L'internet et la démocratie : une liaison difficile », Pascal Perrineau éd., *La démocratie de l'entre-soi*. Presses de Sciences Po, 2017, pp. 73-88.

2 Cyberdémocratie et démocratie participative : [https://books.openedition.org/pupvd/2782?](https://books.openedition.org/pupvd/2782?lang=fr)  
lang=fr

Selon Thierry Vedel, la démocratie a quatre fonctions essentielles :

- **Informer** : l'internet a bouleversé les démocraties par l'explosion de masses d'informations sur tous les sujets de sociétés ;
- **Mobiliser** : l'usage des outils numériques notamment les réseaux sociaux ont considérablement facilité les mobilisations, rencontres citoyennes et les confrontations indirectes contre les acteurs politiques ;
- **Débattre** : grâce à l'internet, il est aujourd'hui possible d'organiser des débats en direct pour permettre aux individus de participer à distance sur des sujets donnés ;
- **Décider collectivement** : c'est le vrai enjeu de la démocratie, comment après une participation de plusieurs acteurs (politiques, citoyens, sociétés civiles et chefs d'entreprises) prendre une décision collective sans léser une minorité.

Globalement Internet et les réseaux sociaux ont fortement amélioré les trois premières fonctions de la démocratie (information, mobilisation, débat). Aujourd'hui pour être un citoyen acteur, il faut disposer d'informations sur l'actualité. Mais ces outils numériques engendrent une conséquence néfaste comme l'absence de consensus sur des sujets car la démocratie ne se limite pas à uniquement à l'expression d'idées, c'est aussi se mettre d'accord sur des projets communs. Or l'analyse des débats sur les réseaux sociaux montre que l'internet a exacerbé les conflits sociétaux. Donc les délibérations collectives se font difficilement. A ce niveau se pose un dilemme fondamental : faut-il impliquer quantitativement (plus de citoyens pour prendre en compte leurs idées) ou qualitativement (citoyens capable de décider) les citoyens pour produire une expertise décision qualitative ?

Par ailleurs, il est important de faire la part des choses sur le fait que les hommes politiques sont capables d'utiliser les outils numériques à des fins d'images, d'affichages et donc politiques. Dans un tel contexte, la démocratie est menacée en termes de crédibilité. C'est-à-dire que les politiques utilisent les outils numériques pour combler un registre politique mais pas pour impliquer les citoyens dans les prises de décisions sur des projets donnés. C'est surtout cette situation qui a favorisé d'autres formes d'expressions des citoyens.

### **Les pétitions en ligne, une forme d'injection de démocratie participative ?**

Les pétitions en lignes sont apparues dans les années 2000. Elles sont apparues pour faire pression aux décideurs politiques sur des sujets de

sociétés ou d'environnement. L'internet a permis une accélération de cette forme de participation des citoyens dans les affaires publiques. Par exemple en Corée du Sud le président Moon Jae-in a mis en place en 2017<sup>3</sup> un système de pétitions sur le site internet de la présidence à destination des coréens afin qu'ils puissent interpeler directement le gouvernement. Lorsqu'une pétition atteint 200 000 signataires, alors le gouvernement coréen a un délai de 30 jours pour répondre à la demande des citoyens. Ce modèle de démocratie a connu un grand succès et s'est exporté dans d'autres pays notamment aux Etats-Unis et en Ecosse.

En France, le mouvement de gilets jaunes a commencé par la signature d'une pétition en ligne et ensuite sur les réseaux sociaux. La plateforme **Change.org** est l'un des outils ayant le plus permis aux citoyens de s'exprimer. Selon Sarah Durieux<sup>4</sup>, directrice France de Change.org cette explosion des pétitions s'explique par deux choses principales : la première est l'accessibilité généralisée de l'usage des téléphones smartphones et la seconde est l'exigence d'une crise politique de la représentation. C'est-à-dire le creusé entre le monde politique et les attentes des citoyens. Donc progressivement la pétition en ligne pèse sur la balance des politiques dans la mise en œuvre de leurs programmes.

En définitive, nous sommes peut-être à l'aube de l'émergence d'un nouveau contre-pouvoir, celui des technologies. En réalité c'est la crise de confiance aux politiques qui a conduit aux citoyens notamment jeunes à réfléchir sur une nouvelle approche participative en se servant des ressources technologiques (pétitions en lignes, réseaux sociaux, etc.) pour influencer sur les décisions publiques d'intérêt général. Par conséquent, il faut nécessairement créer une structuration de ces formes nouvelles d'expressions citoyennes pour les prendre en comptes dans les projets politiques d'une part et d'autre part réfléchir à une forme d'e-démocratie à l'image du modèle estonien<sup>5</sup>.

**Boubacar DIALLO**

**Analyste en Intelligence économique & stratégique**

[diallo.boubacar37@outlook.fr](mailto:diallo.boubacar37@outlook.fr)

---

3 En Corée du Sud, les citoyens peuvent interpeller le gouvernement par pétition à partir de 200 000 signatures : [https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/en-direct-du-monde/en-coree-du-sud-les-citoyens-peuvent-interpeller-le-gouvernement-par-petition-a-partir-de-200-000-signatures\\_3264245.html](https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/en-direct-du-monde/en-coree-du-sud-les-citoyens-peuvent-interpeller-le-gouvernement-par-petition-a-partir-de-200-000-signatures_3264245.html)

4 Et si les innombrables pétitions en ligne étaient un signe de bonne santé politique : <https://www.franceculture.fr/emissions/la-vie-numerique/et-si-les-innombrables-petitions-en-ligne-etaient-un-signe-de-bonne-sante>

5 How a tiny country bordering Russia became one of the most tech-savvy societies in the world : <https://www.cnbc.com/2019/02/08/>